



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN
ET DE LA COOPÉRATION**

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION
ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**



**NATIONS UNIES
SENEGAL**



ETUDE D'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COVID-19 AU SENEGAL

MAI 2020



SOMMAIRE

RESUME.....	3
INTRODUCTION	5
I. SITUATION EPIDEMIOLOGIQUE ET REVUE DE LA LITTERATURE	6
I.1. Situation épidémiologique	6
I.2. Revue de la littérature	9
II. METHODOLOGIE ET DESCRIPTION DES SCENARII	17
II.1. Aperçu des deux (2) modèles : le MEGC et le T21-iSDG-Sénégal	17
II.2. Description des scénarii.....	18
II.3. Hypothèses du scénario « choc Covid-19 » :.....	18
II.4. Hypothèses du scénario « riposte »	19
III. PRESENTATION DES RESULTATS	19
III.1. Scénario « choc Covid-19 ».....	20
III.2. Scénario « riposte ».....	21
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	23

RESUME

En décembre 2019, un nouveau cas de virus, apparu en Chine, est rapidement devenu une pandémie mondiale. Le Sénégal, comme les autres pays africains, qui semblait épargnée par la pandémie, compte désormais un nombre non négligeable de cas. Par conséquent, la crise a conduit à la révision des prévisions du mois d'avril 2020 qui tablent sur un taux de croissance de 2,8% contre 6,8% initialement, soit une perte de 4 points de pourcentage. Cette situation a de nombreuses conséquences, tant sur les agrégats macroéconomiques que sur les indicateurs sociaux et l'atteinte des Objectifs de Développement durable (ODD). Fort de ce constat, cette étude cherche, d'une part, à évaluer les impacts de la Covid-19 sur les perspectives de croissance et l'atteinte des ODD et, d'autre part, proposer des mesures de politiques économiques et sociales pour atténuer le choc et renforcer la résilience de l'économie et des populations. A cet effet, deux scénarios sont envisagés : un scénario « choc Covid-19 », qui présente les effets négatifs de la pandémie en l'absence de mesures de riposte ; et un scénario « riposte » qui suppose la mise en œuvre effective du Programme de Résilience économique et social (PRES).

D'après les résultats de l'étude, la crise sanitaire occasionnerait une perte de 7,1 et 5,04 points de pourcentage de croissance du PIB respectivement pour les scénarios « choc covid-19 » et « riposte ». Dans le scénario choc, les conséquences sont importantes sur la consommation et l'investissement privé avec des baisses de l'ordre 4,64 % et 7,73 %. Ces pertes engendreraient des effets néfastes sur les objectifs de développement durables (ODD) relatives à la pauvreté, la faim, les inégalités, la croissance économique. Cependant, la mise en œuvre du programme de résilience contribuerait à amortir les impacts négatifs de cette crise sanitaire avec un gain de croissance économique de 2,06 points de pourcentage par rapport au scénario sans riposte. La consommation des ménages connaîtrait une baisse atténuée de l'ordre de 3,66% et l'investissement privé (6,51%). La progression initiale du taux de pauvreté dans le scénario choc est ralentie avec la riposte (2,86 points de pourcentage de hausse contre 4,81), avec une atténuation de presque 50% du choc Covid-19 sur la réalisation de l'ODD 1. En ce qui concerne l'ODD 10, les transferts ciblés de l'Etat (à destination des plus pauvres) feraient que le taux de croissance du revenu des 40% les plus pauvres ne baisserait, dès lors, que de 3,9 points de pourcentage en 2020, soit la moitié de ce qui était attendu dans une situation de choc (7,8).

Toutefois, cette réponse semble insuffisante dans la mesure où le choc causé par la pandémie n'est pas complètement résorbé par les mesures du PRES, d'où la pertinence de mettre en place une politique de relance à moyen terme avec les orientations ci- dessous :

- renforcer les mesures de soutien aux ménages et aux entreprises qui ont de fort impact sur la réalisation des objectifs de croissance économique, d'industrialisation, de réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus (ODD 1, 8, 10) ;
- mettre en place un plan de relance économique et sociale à moyen terme pour consolider les acquis du PRES en vue de renouer avec la trajectoire économique initiale du pays ;
- renforcer les investissements dans le secteur de la santé pour relever les plateaux techniques médicaux, les ressources humaines afin de renforcer la résilience du pays face aux crises sanitaires récurrentes.

INTRODUCTION

En décembre 2019, un nouveau cas de pneumonie d'un virus appartenant à la famille des syndromes respiratoires aigus sévères (SRAS) est apparu à Wuhan, en Chine. Sur la base des premiers résultats, la maladie est nommée Coronavirus Disease 2019 (en abrégé COVID-19). Elle est décrite comme une maladie infectieuse causée par le syndrome respiratoire aigu sévère coronavirus.

A la date du 28 avril 2020, environ 2,6 millions de personnes ont été infectées et 196 pays touchés à travers le monde. Le foyer de la pandémie s'est, par la suite, déplacé vers l'Europe qui enregistre le plus grand nombre de cas avec l'Espagne, l'Italie, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne qui complètent la liste des six (6) pays les plus touchés derrière les États-Unis. Toutefois, l'Afrique, qui semblait épargnée par la pandémie, compte désormais un nombre non négligeable de cas. Plus de 52 pays ont été touchés, dont le Sénégal qui a enregistré 823 cas à la date du 28 avril 2020.

Partout dans le monde, les entreprises ont vite ressenti l'impact des baisses de production de la Chine en tant que grand pays producteur de biens intermédiaires, notamment dans l'électronique, l'industrie pharmaceutique, les équipements de transport, etc. Sur le marché des matières premières, il y a eu un effet direct sur l'économie d'exportation des pays du monde entier et surtout ceux membres de l'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole (OPEP). La Chine est, en effet, le plus grand importateur net de pétrole brut (10% de la demande mondiale, en janvier 2020).

De plus, selon l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait baisser globalement à 2,4 % en 2020 et pourrait même être négatif au premier trimestre de la même année. En Afrique, la croissance du PIB pourrait, quant à elle, passer de 3,2% à 1,8 % en 2020, estime la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Cette baisse s'explique par l'impact de la pandémie sur le commerce mondial et par les fortes mesures restrictives adoptées par l'Europe, principale partenaire de l'Afrique en termes d'échanges.

Au Sénégal, la propagation rapide du virus a conduit à l'adoption de plusieurs mesures, notamment le réaménagement budgétaire pour affecter des dépenses additionnelles au système sanitaire et la mise en place d'un Fonds de Riposte et de Solidarité contre les effets de la Covid-19 dénommé « Force-Covid-19 ». Les prévisions économiques faites au courant du mois d'avril 2020, devant accompagner le Programme de résilience économique et social (PRES), tablaient

sur un taux de croissance de 2,8% contre 6,8% initialement, soit une perte de 4 points de pourcentage. Cette situation a de nombreuses conséquences, tant sur les agrégats macroéconomiques que sur les indicateurs sociaux et l'atteinte des Objectifs de Développement durable (ODD).

Fort de ce constat, un travail d'anticipation s'est avéré nécessaire afin de mieux appréhender les préoccupations de court terme, mais aussi de se préparer à la situation post crise. C'est à cet effet qu'un Comité de Réflexion Covid-19 a été créé par la Direction générale de la Planification et des Politiques économiques (DGPPE), avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Son objectif est de conduire une étude sur l'impact de la pandémie sur la réalisation des ODD au Sénégal. De manière spécifique, il s'agira, d'une part, d'évaluer les effets et impacts potentiels de la pandémie de la Covid-19, en particulier sur les perspectives de croissance et l'atteinte des ODD et, d'autre part, de proposer des mesures de politiques économiques et sociales pour atténuer les chocs et renforcer la résilience de l'économie nationale et des populations.

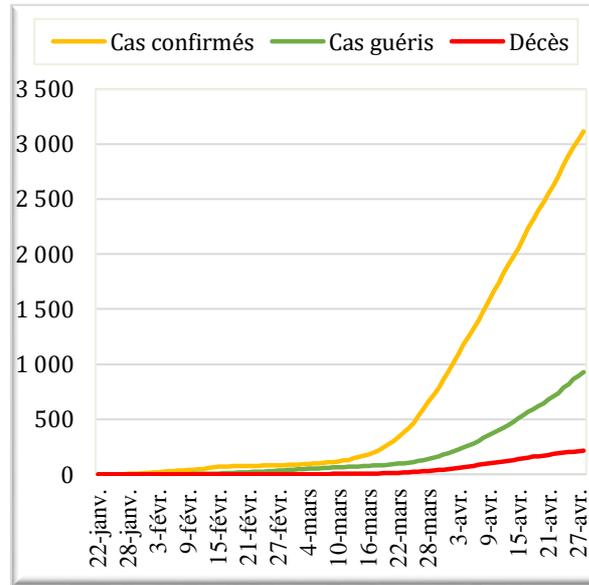
La présente étude est articulée autour de trois (3) parties. La première dresse la situation épidémiologique, un survol de la littérature de l'impact de la Covid-19 sur les ODD ainsi que les différents canaux de transmission du choc sur les économies. La deuxième partie présente la méthodologie et les différents scénarii envisagés pour évaluer l'impact du choc. Enfin, la dernière partie présente et discute les principaux résultats ainsi que les principales recommandations issues de l'étude.

I. SITUATION EPIDEMIOLOGIQUE ET REVUE DE LA LITTERATURE

I.1. Situation épidémiologique

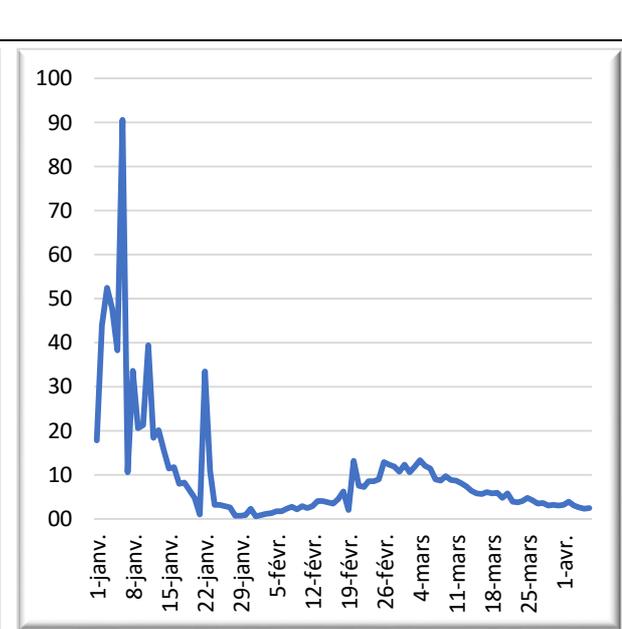
Les statistiques sur le nombre de personnes infectées renseignent sur le caractère contagieux et dangereux du virus. Depuis janvier 2020, on note une augmentation fulgurante des cas confirmés qui sont passés de 555 à 3 116 398 de personnes à la date du 28 avril 2020 (voir figure 1). Le rythme d'évolution (voir figure 2) s'est fortement accéléré entre le 23 janvier et le 13 février, touchant ainsi plus de 185 pays à travers le monde, passant d'une situation épidémiologique à une pandémie. Le bilan macabre s'est aussi alourdi avec 17 cas de décès au début de l'épidémie à plus de 217 153 à la date du 28 avril 2020. Depuis le 22 mars, la progression du nombre de décès dû à la Covid-19 est au même rythme que celle du nombre de contaminations, rendant ainsi la situation préoccupante dans le monde.

Figure 1 : évolution des cas contaminés, guéris et de décès, Monde (en milliers)



Source: datahub.io/core/covid-19

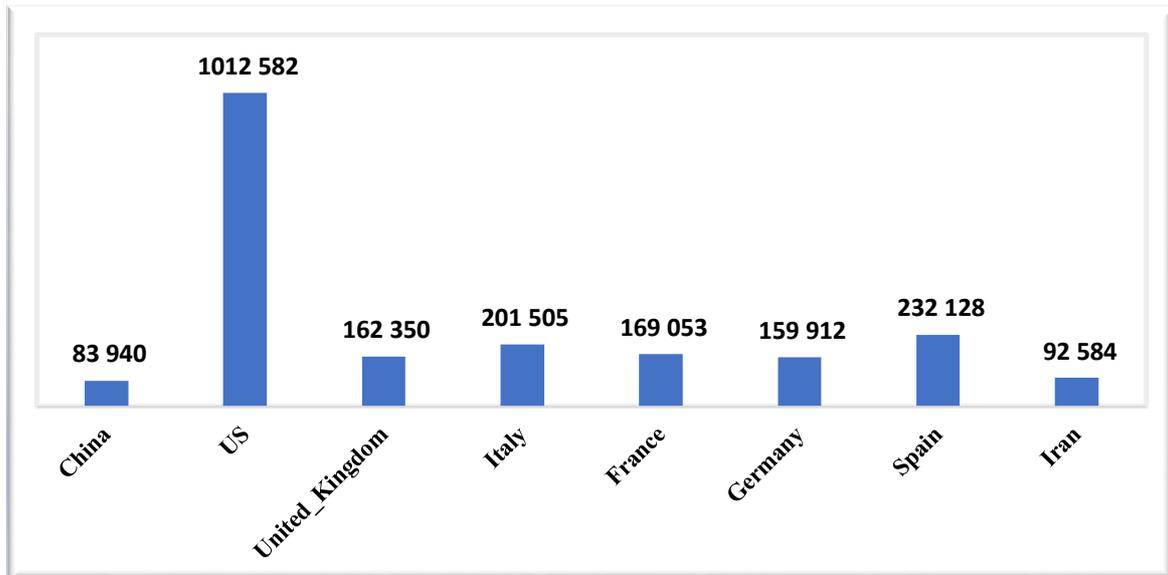
Figure 2 : évolution du taux des cas contaminés



Source: datahub.io/core/covid-19

Foyer originel de la pandémie, la Chine compte plus de 80 000 cas à la date du 28 avril. Elle est aujourd’hui largement dépassée par les Etats-Unis (1 012 582), l’Espagne, l’Italie, la France, la Grande-Bretagne, l’Allemagne et l’Iran.

Figure 3 : total cumulé des cas confirmés à la date du 28 avril 2020

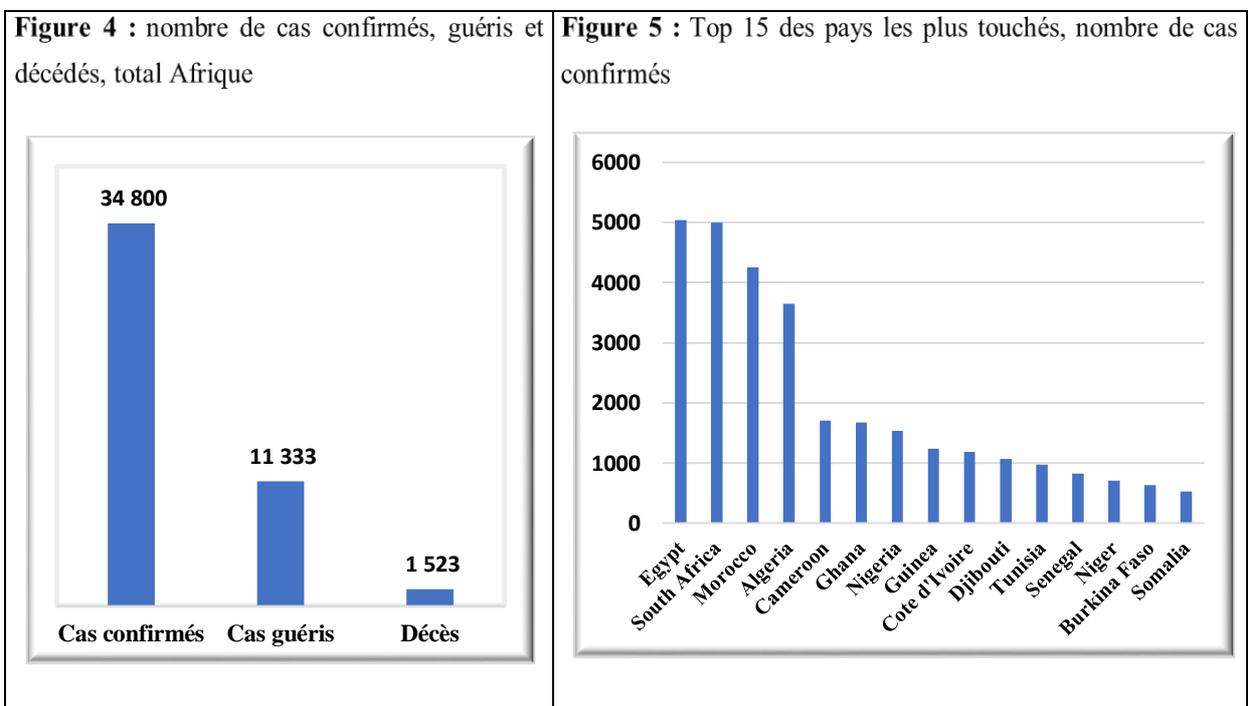


Source: datahub.io/core/covid-19

Le continent africain semble être le plus épargné pour le moment, avec plus de 34 000 cas confirmés à la date du 28 avril 2020, et plus de 1 500 décès. Les pays les plus touchés sont

l’Egypte (5 042), l’Afrique du Sud (4 996), le Maroc (4 252), l’Algérie (3 649), le Cameroun (1 705), le Ghana (1 671), le Nigéria (1 532), la Guinée (1 240), la Côte d’Ivoire (1 183), le Djibouti (1 072), la Tunisie (975), **le Sénégal (823)**, le Niger (709), le Burkina Faso (638) et la Somalie (528). Plus de la moitié des pays ont enregistré moins de 10 morts à la date du 28 avril.

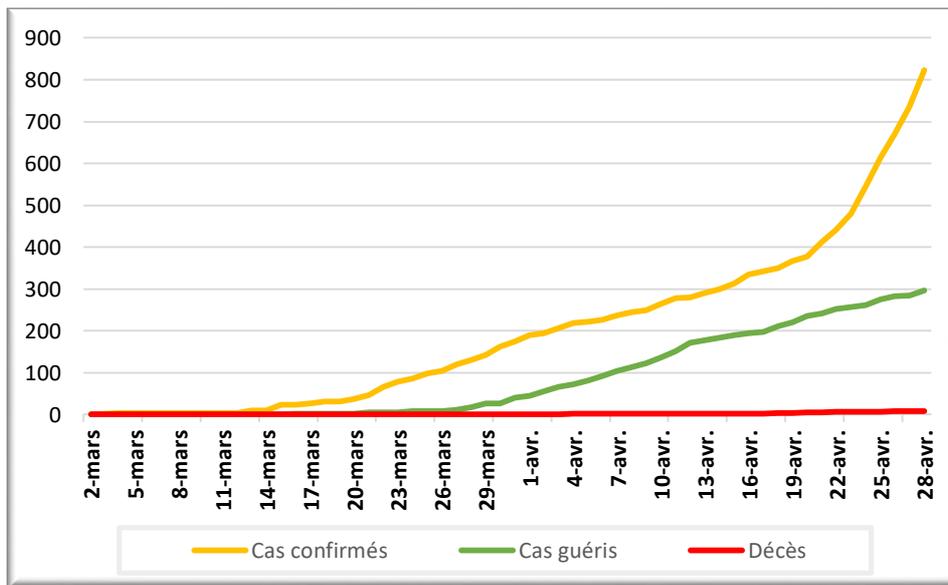
Jusqu’ici relativement épargné par une explosion des cas contaminés, contrairement aux autres pays à travers le monde, le continent africain avait tous les atouts pour limiter « les effets » sur le plan économique et social. En effet, une gestion de la pandémie en amont pourrait éviter l’adoption de certaines mesures drastiques comme le confinement, la fermeture des écoles, etc.



Source: datahub.io/core/covid-19

Au Sénégal, le premier cas confirmé est apparu le 2 mars 2020. A la date du 28 avril, le nombre de cas est passé à 823 (voir figure 6). Toutefois, il faut relever que le pays a enregistré un taux de guérison de l’ordre de 36%. Au-delà des mesures sanitaires (prise en charge précoce des cas, interdiction de rassemblement, fermeture d’écoles et d’universités, état d’urgence assorti de couvre-feu, port de masque obligatoire, etc.), l’Etat a mis en place un Programme de Résilience économique et sociale (PRES) avec un fonds de riposte et de solidarité dénommé « Force Covid-19 » doté de 1 000 milliards de francs CFA pour soutenir l’économie nationale et les couches vulnérables.

Figure 6 : évolution des cas confirmés, guéris et de décès au Sénégal



Source: datahub.io/core/covid-19

I.2. Revue de la littérature

Cette partie s’articule autour de deux (2) points : les canaux de transmission de la crise et l’impact du choc sur certains secteurs de l’économie.

I.2.1. Les canaux de transmission de la crise sur les secteurs

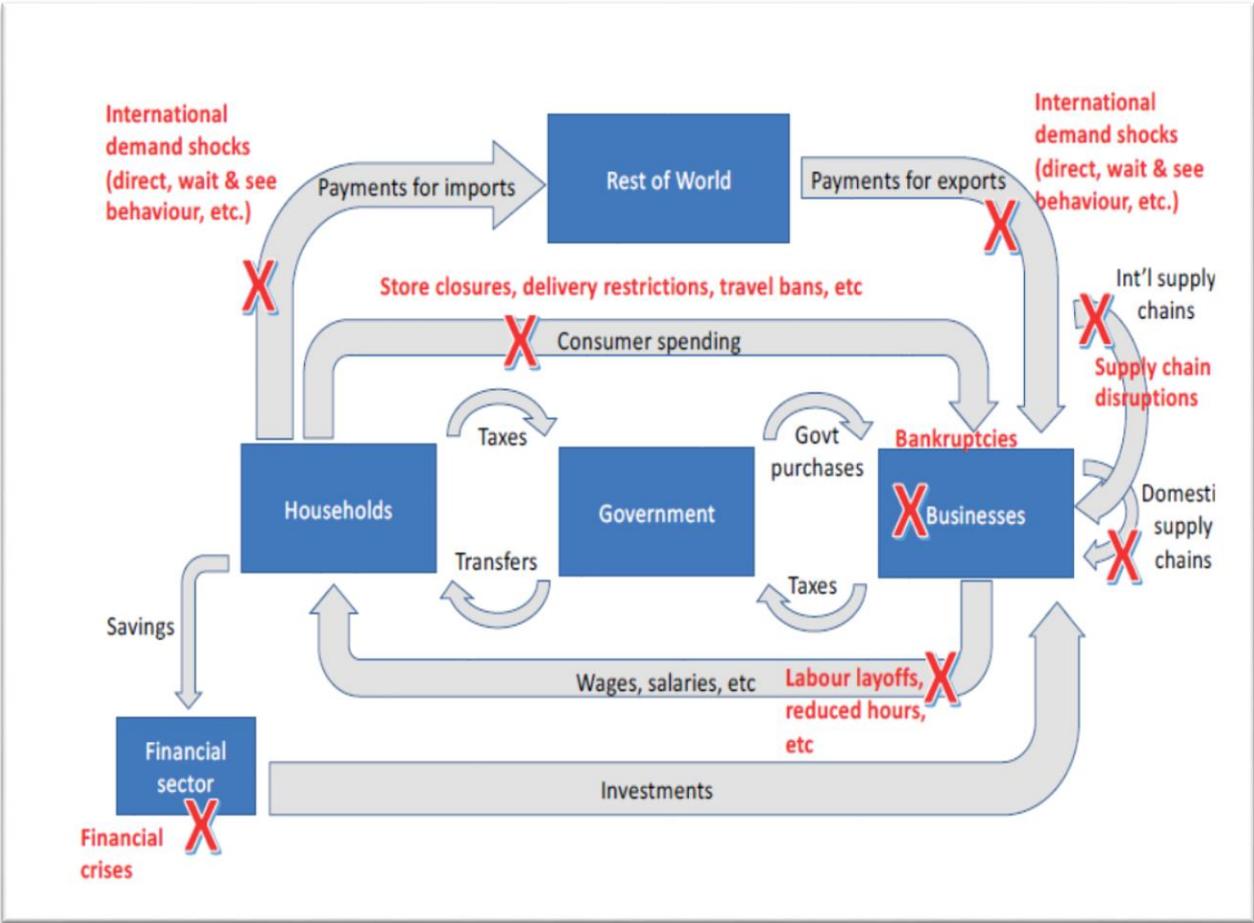
De façon théorique, la pandémie du coronavirus a des effets négatifs sur tous les secteurs de l’économie. Toutefois, les impacts sont différents d’un secteur à un autre (tourisme, hôtellerie, transport, etc.).

Il existe plusieurs canaux par lesquels une pandémie affecte une économie. Les principaux canaux de transmission de l’impact de la Covid-19 sur l’économie sont le commerce, les investissements directs étrangers et les transferts des migrants (Commission économique pour l’Afrique (CEA), 2020). Les pays africains commercent intensément avec les pays d’Europe, d’Asie et d’Amérique qui sont fortement touchés par la pandémie. Cette situation a mené à une baisse notable du volume des exportations qui a eu pour conséquences, une perte de devises et, par ricochet, une accentuation du déficit de la balance commerciale. Plusieurs pays africains (Nigéria, Algérie, Mauritanie etc.) dépendent des exportations de matières premières comme l’or, le pétrole, le gaz, l’uranium pour mobiliser des recettes dont dépendent le financement de leur développement. Même si l’Afrique est faiblement intégrée au commerce mondial, les effets de la pandémie de la Covid-19 ne sont pas négligeables.

Au-delà du commerce, l'effet négatif se fera sentir sur les investissements directs étrangers (IDE). Une baisse des IDE, surtout dans les secteurs stratégiques comme l'énergie, l'éducation et l'industrie, aura des effets importants sur l'atteinte des Objectifs de Développement durable. Au niveau microéconomique, les transferts de fonds des migrants pourraient observer une tendance baissière du fait de l'impact, sur les revenus, de la diminution des salaires et des pertes d'emplois dans les secteurs les plus touchés par la pandémie. Les ménages les moins nantis seraient dans une situation de décapitalisation et d'endettement vis-à-vis des plus riches pour survivre, ce qui accentuerait les inégalités.

Le schéma ci-dessous illustre le mécanisme décrit ci-haut.

Schéma : impact économique de la pandémie



Source : Baldwin (2020b)

I.2.2. L'impact du choc Covid-19 sur les secteurs

Plusieurs auteurs comme Surico et Galeotti¹ (2020) ont étudié l'impact de la Covid-19 sur les agrégats macroéconomiques et, de manière spécifique, sur les ODD, notamment sur la pauvreté, la faim, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, le travail décent, les inégalités, l'environnement, le changement climatique.

✓ Sur les agrégats macroéconomiques

Les premières estimations de l'OCDE font état d'une baisse de la croissance du PIB mondial qui passerait de 2,9% à 2,4% en 2020, et elle pourrait même être négative au premier trimestre de 2020². La Banque mondiale, à partir d'un scénario de référence, note un ralentissement en 2020 de l'activité économique à hauteur de 2,1%. Cette baisse varie selon les économies et le scénario étudié. Les régions en développement de l'Asie de l'Est et du Pacifique connaîtraient un ralentissement de la croissance qui passerait de 5,8% en 2019 à 2,1% en 2020 (scénario de référence) ou à -0,5% (scénario inférieur). En Chine, les mêmes estimations montrent que la croissance qui se situait à 6,1% en 2019 passerait à 2,3% en 2020, selon le scénario de référence, et à 0,1% selon le scénario inférieur. Dans ses analyses, The Economist Intelligence Unit s'attend à une récession de l'économie mondiale de 2,2%. Cette baisse de l'activité économique pourrait être de 2,8% pour les Etats Unis, 1% pour la Chine, 5,9% pour les pays de l'Europe avec des impacts différents, -6,8% en Allemagne, -5% en France et -7% en Italie.

Une estimation de l'ONUDI montre une réduction de la croissance mondiale. La production manufacturière baisserait de 0,7 au dernier trimestre de 2019. Trois (3) canaux de transmission de ce ralentissement ont été retenus : la demande, l'offre et le secteur de la finance. Du côté de la demande, la baisse des revenus entraîne une réduction des dépenses privées. Toutefois, cette diminution des dépenses privées peut être contrecarrée par un accroissement des dépenses publiques. Les effets du choc de demande sont d'autant plus graves lorsqu'ils sont combinés à une diminution de l'offre. De l'autre côté de l'analyse, les tensions notées sur les marchés financiers à la suite de l'aversion au risque et d'un besoin croissant de liquidité pourrait impacter les économies.

A l'image des pays d'Amérique Latine, la baisse de revenus liée à la pandémie de la Covid-19 pour les pays d'Afrique est imminente et presque inévitable. Pour les pays exportateurs de pétrole, il est attendu une perte de 65 milliards de dollars US (CEA, mars 2020). En outre, la

¹ Surico et Galeotti (2020). The economics of a pandemic: the case of Covid-19, working paper

² OECD Interim Economic Assessment, *Coronavirus: The world economy at risk*, March 2, 2020.

CEA attire l'attention sur les revenus fiscaux face à une baisse des prix des produits de base. Pour la Côte d'Ivoire et le Ghana, un déficit fiscal respectivement de plus de 3% et de 5% est attendu. La croissance économique africaine baisserait de 3,2% à 1,8% (Commission économique pour l'Afrique, 2020). Dans le même sillage, McKinsey (2020) a travaillé sur quatre (4) scénarii distincts. En effet, si la propagation de la pandémie est contenue en Afrique et dans le monde, la croissance de l'Afrique se situerait à 0,4% en 2020. Si la pandémie connaît une progression importante en Europe et aux Etats-Unis, les pays asiatiques enregistrent une vague de réinfection et que l'Afrique connaît quelques foyers de propagation encore sous contrôle, sa croissance serait à -1,4%. Si l'Asie connaît un redémarrage économique progressif, au moment où des perturbations à grande échelle se poursuivent en Europe et aux États-Unis avec une flambée importante dans la plupart des grandes économies africaines, la croissance du PIB de l'Afrique serait de -2,1%. Enfin, si l'Europe et les États-Unis continuent à faire face à d'importantes flambées, et que la Chine et les pays d'Asie de l'Est sont confrontés à une recrudescence des réinfections, et que des flambées importantes se produisent dans la plupart des grandes économies africaines, la croissance moyenne du PIB de l'Afrique en 2020 se situerait à -3,9%.

Pour les finances publiques, l'impact du choc lié à la Covid-19 sur les pays en développement passe par trois (3) principaux mécanismes ou canaux de transmission. **Le premier canal est la pression exercée sur les budgets publics.** En effet, la crise a entraîné l'arrêt du système productif, ce qui se traduit par une contraction des revenus et une baisse des recettes fiscales. Selon le rapport de la CNUCED³, l'étroitesse du budget et la faiblesse des systèmes de soins de santé et de protection sociale exposent les pays en développement à des conséquences humaines et financières plus élevées.

Le deuxième canal est le commerce international. Malgré la mise en place de plans de relance économique, la reprise de la croissance mondiale sera lente et aura pour conséquence la baisse de la demande d'exportation des pays en développement. Les pertes de volume des exportations seront aggravées par les fortes baisses des prix de l'énergie et des produits de base, qui constituent encore la plupart des biens que de nombreux pays en développement exportent. Selon ce même rapport, les pays en développement dans leur ensemble (à l'exclusion de la Chine) perdront près de 800 milliards de dollars de recettes d'exportation en 2020.

³ The Covid-19 Shock to Developing Countries: Towards a "whatever it takes" programme for the two-thirds of the world's population being left behind, TRADE AND DEVELOPMENT REPORT UPDATE, MARCH 2020

Le troisième canal est celui financier. En effet, les pays en développement fortement exposés à la dette extérieure vont connaître une pression énorme sur la soutenabilité de leur dette, en compromettant l'accès futur au refinancement des obligations de la dette extérieure en cours. A cela, s'ajoute le service de la dette dû à l'endettement public libellé en devises étrangères. Toutefois, des allègements et moratoires, qui seraient en vue, pourraient atténuer cet impact.

✓ **Sur les Objectifs de Développement durable (ODD)**

Sur l'extrême pauvreté, selon la CEA, le ralentissement de la croissance à 1,8 %, dans le meilleur des cas, et la contraction de 2,6 % de l'économie, dans le pire scénario, pourrait faire basculer 29 millions d'Africains dans l'extrême pauvreté conduisant une hausse du phénomène de la mendicité impliquant en première ligne les enfants et les familles vulnérables. La précarité des emplois persisterait et augmenterait même de 10%. En effet, les estimations de la CEA montrent des incidences importantes sur la pauvreté et la création d'emplois ; ce qui pourrait contribuer à exacerber les inégalités de revenus.

Sur l'éducation, l'impact de la Covid-19 aura des conséquences au niveau de la sécurité alimentaire, surtout pour les élèves qui bénéficient des repas fournis par les écoles. Dans la région de la CEDEAO, le nombre d'élèves affectés par la fermeture des écoles est ainsi réparti par pays : le Bénin (3 515 567), le Burkina Faso (4 686 723), la Côte d'Ivoire (6 338 832), le Ghana (9 696 756), la Guinée (2 651 313), la Guinée Bissau (319 946), le Liberia (1 441 567), le Mali (3 727 291), le Niger (3 821 784), le Nigeria (39 440 160), le **Sénégal (3 660 526)** et la Sierra Leone (1 955 160).

Sur la santé, les estimations de la CEA montrent l'impact de la Covid-19 sur celle-ci en relation avec la géographie urbaine de l'Afrique : 43,5% de la population africaine – soit 600 millions de personnes - habite dans les zones urbaines et, à l'exception de l'Afrique du Nord, 56% des personnes mentionnées habitent dans les bidonvilles⁴. À cet égard, on aura deux (2) problèmes concomitants : (1) – l'impossibilité ou en tout cas des difficultés notoires dans la distanciation sociale et (2) – la propagation, à toute vitesse, de la Covid-19. Ce scénario deviendra pire à cause de la prévalence de la tuberculose, du VIH et la malnutrition, des conditions de santé vraiment propices à l'élévation de la courbe de la mortalité liée à la Covid-19. Si, en termes de santé, le scénario n'est pas positif, il faut mentionner la relation entre santé, pauvreté et emploi.

⁴ Source : *Le COVID-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie*, Rapport de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, Avril 2020.

Les dépenses en santé, en général, sont estimées à 36%⁵ des dépenses totales des foyers africains. Avec la situation Covid-19, ces dépenses augmenteront exponentiellement les inégalités économiques et sociales. A cette relation santé-pauvreté, la CEA estime qu'il faut ajouter qu'entre 5 et 29 millions de personnes vivront en dessous de la ligne de 1,90 dollar par jour, comme conséquence de l'impact de la Covid-19.

Sur le bien-être des ménages, selon la Banque mondiale, la Covid-19 aura un impact négatif. Dans le scénario optimiste, la perte de bien-être s'élève à 7% comparativement à un scénario sans COVID-19 en 2020. La détérioration des termes de l'échange couplée à une baisse de l'emploi résultera sur une perte prononcée du bien-être des ménages. Cette dernière pourrait atteindre 14% si les pays fermaient les frontières. Cette situation affecterait particulièrement les agriculteurs et les travailleurs du secteur informel.

Sur l'égalité des sexes, 65% des infirmiers en Afrique sont des femmes (CEA, 2020), et cela signifie qu'à court/moyen et long terme, les femmes seront la partie de la population la plus directement affectée par une exposition au virus.

Sur la sécurité alimentaire, la COVID-19 pourrait créer une crise sévère en termes de sécurité alimentaire en Afrique. D'après les prévisions, la production alimentaire sera réduite entre 2,6% dans le scénario optimiste et 7% en cas d'obstacles dans le commerce.

Sur les inégalités, le coronavirus pourrait avoir des effets importants sur les inégalités (Goldberg, 2020). Dans la mesure où le virus déclenche des corrections boursières, une bonne partie de la récente aggravation des inégalités de richesse dues au rendement du capital investi en bourse diminuera. Sur le plan spatial, les villes dont les populations sont sensibles au transport en commun pourraient payer un prix plus élevé que les zones rurales.

En ce qui concerne **les secteurs emploi-commerce**, notons que les transactions informelles en Afrique comptent 30-40% du commerce régional en Afrique. En effet, ce commerce informel représente non seulement 43% des revenus de la région (CNUCED, 2019), mais il touche surtout les femmes car celles-ci sont très impliquées dans ces transactions (70% selon la CEA, 2020). Par conséquent, les fermetures des frontières impacteront les activités des employés informels, en affectant les revenus des foyers et même la sécurité alimentaire (par manque d'accès aux biens alimentaires moins chers). À cet effet, l'Union Africaine a recommandé la création d'un fonds d'urgence pour la protection des employés informels qui n'ont pas d'accès

⁵ *ibidem*

au système de protection sociale (71.9% employés informellement et seulement 17.8% ont accès à la protection sociale, selon le rapport d'avril 2020 de l'OIT).

S'agissant du marché du travail, la pandémie aura des effets négatifs certains sur la demande d'emploi (Organisation internationale du Travail, 2020). Le chômage va augmenter. Les jeunes et les femmes seront les plus vulnérables à cette baisse de la demande de travail. Les femmes sont en majeure partie dans le secteur tertiaire qui est amplement touché par la crise. Les jeunes qui le plus souvent sont avec une expérience limitée, seront fortement rationnés. Les estimations de l'OIT indiquent une hausse significative du chômage variant de 5,3 millions (scénario optimiste) à 24,7 millions (scénario pessimiste) à partir d'un niveau de référence de 188 millions en 2019. Le scénario moyen laisse présager une hausse de 13 millions (7,4 millions dans les pays à revenu élevé). Les pertes globales de revenu du travail devraient se situer entre 860 et 3 440 milliards de dollars. La perte de revenus du travail va se traduire par une plus faible consommation de biens et de services, ce qui est préjudiciable à la pérennité des entreprises et à la résilience des économies. Selon l'OIT, la création de l'emploi formel diminuera entre 1.4 et 5.8% ⁶ et on assistera à une réduction drastique des heures de travail en Afrique à cause des mesures de confinement social – une réduction de 4.9%. ⁷

Sur l'environnement, l'impact est susceptible d'être positif à court terme. Etant donné la baisse de l'activité économique induite par la crise, celle-ci pourrait réduire les émissions de CO2 et la pollution dans de nombreux domaines. Toutefois la forte demande de matériaux médicaux (masques, gants...) pourrait augmenter le stock de déchets et avoir un impact négatif sur la pollution.

Sur la migration et la mobilité humaine

La pandémie du Covid-19 est une crise globale qui accentue la vulnérabilité des migrants dans tous les secteurs (la santé, l'éducation, l'emploi et les affaires sociales). L'exacerbation de ces vulnérabilités et des inégalités préexistantes dues à la pandémie du COVID-19 risque d'être un obstacle essentiel aux efforts d'intégration dirigés vers les communautés de migrants au Sénégal, les rapatriés et les membres de la famille transnationale.

⁶ ILO Press Release, April 7, 2020,

⁷ Source: *ILO Monitor: COVID-19 and the world of work. Second edition Updated estimates and analysis*, March 7, 2020.

Les populations vivant au niveau des frontières sont aussi fortement impactées par la situation liée à la pandémie du COVID-19.

La fermeture de certains points d'entrées officiels a inévitablement un impact sur la mobilité des riverains et partant l'ensemble des difficultés et dangers pouvant être liés à la traversée des usagers. L'étendue des frontières, ainsi que leur porosité, sont une réalité à prendre en considération, car cela explique la présence de nombreux passages non officiels qui sont utilisés par les populations. Dans le contexte actuel et la fermeture de certains points d'entrée, les traversées par les passages non officiels pourraient être plus récurrentes. Ainsi, sur le plan sécuritaire, les communautés frontalières sont plus exposées aux dangers liés à la criminalité et aux trafics illicites.

L'autre aspect est que les populations de part et d'autre des frontières entretiennent des liens socio-économiques et familiaux forts, et les communautés traversent régulièrement la frontière pour aller travailler (travailleur saisonnier, agriculteur, éleveur, commerçant...), rendre visite à leurs familles ou encore se rendre au marché qui est plus proche dans le pays voisin qu'à l'intérieur du pays par exemple. L'absence d'infrastructures de base comme les écoles et les hôpitaux dans de nombreuses zones rurales a également pour conséquence que certaines populations sont contraintes de traverser la frontière pour se soigner ou se rendre à l'école. Cette forte mobilité ainsi que les échanges commerciaux sont affectés par la fermeture de certaines frontières et les restrictions de déplacements internes, privant ainsi ces populations de leur source de revenus ce qui entraîne des ménages plus vulnérables avec un niveau de vie faible.

Au Sénégal, le *changement climatique* constitue non seulement un facteur important de départ de jeunes et de vulnérabilité économique, mais présente aussi une vulnérabilité de plus dans le contexte de la COVID, notamment à l'approche de la saison des pluies (et tout particulièrement pour les populations urbaines). En outre, de nombreux travailleurs migrant-e-s saisonniers internes et internationaux vont bientôt manquer à l'appel de la saison agricole de l'hivernage. Par conséquent les mesures d'adaptation et de résilience qui seront identifiées par les autorités sénégalaises devront prendre en considération l'ensemble de ces éléments afin de développer des solutions durables. La création d'emplois verts et l'investissement dans des bonnes pratiques telles que l'agroécologie sont autant de solutions intéressantes à explorer. La mobilisation de la diaspora sénégalaise et des immigrés en ce sens pourrait constituer un atout majeur.

II. METHODOLOGIE ET DESCRIPTION DES SCENARI

Pour cette étude, deux (2) outils ont été mis à contribution : un modèle d'équilibre général calculable multisectoriel à dynamique inter temporel et le T-21-iSDG⁸-Sénégal pour évaluer les impacts, respectivement aux niveaux macroéconomique et social. L'idée est de réaliser les chocs à l'aide du modèle d'équilibre et de recueillir les impacts sur les agrégats macroéconomiques comme le PIB, l'inflation, la consommation privée, etc. Ensuite, le T21-iSDG-Sénégal reprend les hypothèses communes pour projeter les mêmes niveaux d'agrégats précédemment obtenus pour avoir les impacts sur les indicateurs sociaux tels que la pauvreté, les inégalités ainsi que sur les ODD.

II.1. Aperçu des deux (2) modèles : le MEGC et le T21-iSDG-Sénégal

Le modèle d'équilibre général calculable dynamique inter-temporel décrit les interrelations entre les différents secteurs d'activités d'une « petite » économie ouverte comme celle du Sénégal, avec quatre (4) agents économiques (ménages, firmes, gouvernement et reste du monde) et deux (2) types de biens (domestiques et importés). Ce modèle a l'avantage de ne pas être exigeant en matière de données. En effet, la matrice de comptabilité sociale (MCS), représentant la structure la plus récente de l'économie, est la principale source de données utilisées. Il présente également l'originalité d'incorporer l'arbitrage inter-temporel dans les comportements de consommation et d'investissement. En d'autres termes, les décisions prises par les agents économiques à la période courante sont affectées par leurs anticipations. Ainsi, ce comportement prospectif des agents rend le modèle plus proche de la réalité par rapport à certains outils statiques et dynamiques récursifs, et en fait un instrument beaucoup plus solide pour la réalisation d'études d'impact. Ce modèle, tout en reposant sur des fondements microéconomiques, permet également d'avoir un niveau de désagrégation important ; ce qui offre une analyse approfondie de l'impact des politiques économiques sur les différents secteurs d'activité.

Le T21-iSDG-Sénégal est un modèle de planification intégré du développement à moyen et long termes. Il inclut, dans une même structure, des secteurs environnementaux, sociaux et économiques qui, interagissant les uns avec les autres, donnent lieu aux principales dynamiques de développement. La spécificité du modèle repose, d'une part, sur la reproduction du réseau complexe des interdépendances causales et des nombreuses boucles de rétroaction entre

⁸ Modèle T21 Sénégal, intégrant les ODD. iSDG pour « Integrated Sustainable Development Goals »

les variables et, d'autre part, sur l'intégration des objectifs de développement durable, pour évaluer leur niveau de réalisation au Sénégal. Pour s'assurer de la robustesse des résultats, les tests de sensibilité sont effectués et complétés par une validation globale du modèle basée sur la comparaison des résultats de la simulation avec des données historiques, sur une période de vingt-cinq ans (25) ans.⁹

II.2. Description des scénarii

Pour analyser l'impact du choc de la Covid-19 sur la mise en œuvre des ODD, deux (2) scénarii ont été envisagés en plus du **scénario tendanciel** qui retrace l'évolution des indicateurs socioéconomiques sans l'apparition de la Covid-19 : le scénario « *Choc Covid-19* » et le *scénario « riposte »*.

Le scénario « Choc Covid-19 » présente les effets négatifs de la pandémie de la Covid-19 sur l'économie sénégalaise en l'absence de mesures de riposte prises par l'Etat. Les hypothèses qui sous-tendent ce scénario sont les suivantes :

II.3. Hypothèses du scénario « choc Covid-19 »

- ✓ la pandémie affecte négativement la productivité des secteurs économiques à travers :
 - ✚ le repli des activités liées au commerce (-19%), au secteur du tourisme (-45%) (DGPPE/MEPC)
 - ✚ la perturbation des chaînes de valeur (le transport terrestre (-50%), le transport aérien (-80%)) (DGPPE/MEPC);
- ✓ une contraction des exportations et des importations de l'ordre respectivement de 16 % et 18 % (DGPPE/MEPC);
- ✓ une baisse des envois de fonds des émigrés de 30% ;
- ✓ une baisse des IDE de l'ordre de 20% en 2021 (selon la CNUCED)¹⁰ ;
- ✓ le choc s'étalera sur toute l'année 2020.

Le scénario « riposte » évalue les effets combinés du choc covid-19 et de la mise en œuvre du Programme de Résilience économique et sociale (PRES). Ce dernier est articulé autour des principaux domaines que sont : le renforcement du système sanitaire, le renforcement de la résilience sociale des populations, la stabilité macroéconomique et financière pour soutenir le

⁹ Voir le rapport « le Sénégal à l'horizon 2030 : analyse de scénarii de progrès vers les ODD » pour une présentation plus détaillée du modèle T21-isdg-Sénégal (DP,2017).

¹⁰ Hypothèse spécifique au T21-ISDG-Sénégal

secteur privé et maintenir les emplois, l’approvisionnement régulier en hydrocarbures, produits médicaux, pharmaceutiques et en denrées de première nécessité.

II.4. Hypothèses du scénario « riposte »

Le tableau ci-dessous illustre les principales hypothèses posées dans ce scénario.

Plan de Résilience	Montants	Prise en compte dans les modèles
<i>Santé</i>	Dépenses : 69,1 milliards de FCFA	Dépenses additionnelles à la Santé
<i>Transferts aux ménages</i>	-Achat des vivres : 69 milliards de FCFA -Paiement des factures d’eau et d’électricité : 3 et 15.5 milliards de FCFA respectivement	Transferts du Gouvernement au bénéfice des ménages
<i>Stabilité macroéconomique et financière</i>	-Remise de dettes : 200 milliards de FCFA -Financement bancaire : 200 milliards de FCFA	Soutien à l’investissement privé (Investissement public assimilé à de l’investissement privé) *
<i>Apurement de la dette intérieure</i>	Fournisseurs de l’Etat : 302 milliards de FCFA	Réduction de la dette intérieure et soutien à la demande intérieure
<i>Diaspora</i>	Soutien : 12,5 milliards	Atténuation de la baisse des transferts des migrants*
<i>Autres mesures</i>	Soutien aux secteurs touchés : 100 milliards de FCFA	Autres dépenses publiques

*hypothèses spécifiques au modèle T21-iSDG-Sénégal

III. PRESENTATION DES RESULTATS

Le Sénégal, à l’image des autres pays, ressent les effets négatifs de la pandémie de la Covid-19 qui affecte tous les secteurs socioéconomiques. D’un point de vue macroéconomique, les résultats d’analyse prévoient **une perte de 7,1 et 5,04 points de croissance pour l’année 2020** respectivement pour les scénarii « choc covid-19 » et « Riposte ». Ces effets négatifs de la crise sur l’économie vont avoir des répercussions au plan social et affecter les perspectives de développement, notamment l’atteinte des ODD à l’horizon 2030.

Le niveau de réalisation global des ODD devrait connaître une baisse **estimée à 3,2 points de pourcentage en 2020** dans le scénario « choc Covid-19 » comparé à la situation de référence. Cependant, si l’État met efficacement en œuvre le Programme de Résilience économique et social (scénario « riposte »), le taux de réalisation des ODD devrait sensiblement s’améliorer par rapport au scénario de choc, sans intervention, mais demeurerait toujours plus faible que la

situation normale (sans choc). *Dès lors, la mise en œuvre effective du programme de résilience devrait limiter l'impact du choc Covid-19, mais ne pourrait permettre à l'économie de renouer avec sa trajectoire initiale de croissance.*

III.1. Scénario « choc Covid-19 »

Les résultats des simulations montrent qu'en l'absence de mesures de riposte, la crise sanitaire affecterait sensiblement l'activité économique en 2020, avec une perte de croissance de l'ordre de 7,1 points de pourcentage. Ce repli pourrait être expliqué par les effets négatifs de la pandémie sur la demande globale. En effet, la consommation des ménages et l'investissement privé connaîtraient des baisses respectives de l'ordre 4,64 % et 7,73 %.

En ce qui concerne l'inflation, les résultats font état d'une hausse de 3,5% des prix à la consommation relativement au scénario de référence, contribuant ainsi à affaiblir le pouvoir d'achat des ménages. Cette flambée des prix serait davantage engendrée par une insuffisance de l'offre domestique et étrangère en biens de consommation finale consécutive aux difficultés d'approvisionnement sur le marché extérieur.

Au niveau des finances publiques, le revenu du Gouvernement connaîtrait également une baisse de l'ordre de 9,1%. Celle-ci résulterait, d'une part, avec le recul des échanges extérieurs, des effets directs sur les recettes douanières notamment avec une diminution de 8% des taxes sur les importations et, d'autre part, des effets indirects découlant du repli, au niveau domestique, de l'activité économique qui se traduisent par des répercussions négatives sur les assiettes de prélèvements d'impôts et de taxes. En effet, les impôts sur le revenu des personnes (-3,89%), sur le bénéfice des sociétés (-35,99%), sur la production (-8,59%) et les taxes sur les investissements privés (-6,57%) de même que les taxes sur les biens et services (-6,32%) connaîtraient, au total, une baisse, en moyenne, de l'ordre de 11,28%.

Dans un tel contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Sénégal devrait connaître un ralentissement du rythme de progression vers la réalisation des 17 objectifs de l'agenda 2030. Cette contreperformance s'explique en grande partie par les résultats enregistrés au niveau des ODD 1, 2, 3, 6, 8, 9,10 et 17 qui affichent des écarts plus importants par rapport au scénario de référence. En effet, la faiblesse du taux de croissance économique dans le scénario choc s'accompagne de réduction importante sur le budget de l'État (faible capacité de mobilisation des ressources) et donc de baisse des investissements prévus dans les secteurs socio-économiques nécessaire pour favoriser l'atteinte des ODD.

L'ODD 8, relatif à la promotion d'une croissance économique soutenue, durable et partagée serait le plus durement touché par la crise avec une baisse de sa performance de 28,6% en 2020 (voir tableau en annexe) par rapport à la situation sans choc. L'atteinte de cet objectif serait compromise au regard des résultats obtenus au niveau de l'indicateur lié au taux de croissance du PIB par tête qui affiche une baisse de 6,20 points de pourcentage en 2020, en raison du choc Covid-19. Parallèlement, la situation du marché du travail devrait connaître une légère dégradation, avec des pertes d'emplois en vue. En effet, la crise sanitaire devrait entraîner, dans un contexte marqué par une forte incidence des emplois non décents, une hausse du taux de chômage de l'ordre de 0,27 point de pourcentage en 2020 par rapport au scénario de référence (sans choc).

Ce ralentissement de l'activité économique agirait négativement sur le bien-être des ménages à travers une baisse de leur revenu, et par conséquent, une hausse de l'incidence de la pauvreté et un accroissement des inégalités de revenus (ODD 1 et 10). Le taux de pauvreté devrait augmenter de 4,81 points de pourcentage en 2020, soit une baisse de la performance de l'ODD 1 de 3,5% par rapport à la situation sans choc. Pour ce qui est des inégalités (ODD 10), la pandémie devrait entraîner une baisse du taux de croissance du revenu des 40% les plus pauvres à hauteur de 8,1 points de pourcentage en 2020. Pour autant, la proportion de la population en dessous du revenu médian devrait être stable en 2020, mais augmenterait légèrement en 2021.

En outre, la perte de revenu (pauvreté) conjuguée à la hausse des inégalités limiteraient les perspectives d'accès à un service de santé de qualité (surtout pour les plus pauvres) et accroîtraient la vulnérabilité des populations en ce qui concerne la sécurité alimentaire. Ainsi, l'augmentation de la proportion de enfants souffrant de malnutrition, de 0,04 point de pourcentage en 2020 par rapport à l'état sans choc, affecterait négativement la réalisation de l'ODD 2. De plus, la baisse de l'accès aux services de santé de base, qui pourrait être accentuée par la pression actuelle de la Covid-19 sur les systèmes de santé et une relative désaffectation des centres de soins par les populations, entraînerait une projection à la baisse, à moyen et long termes, du taux de réalisation de l'ODD 3.

III.2. Scénario « riposte »

Les résultats montrent que les contreperformances de l'activité économique liée à la crise sanitaire se traduiraient par une perte de croissance de l'ordre 5,04 points de pourcentage. Ainsi, les mesures de riposte du Gouvernement devraient atténuer les effets négatifs de la crise en permettant à l'économie de bénéficier de gains nets de croissance de l'ordre 2,07 points de

pourcentage par rapport au scénario sans riposte. En effet, la réponse du Gouvernement dans le cadre de la résilience sociale vise à mitiger les répercussions négatives de la crise sur le pouvoir d'achat des ménages. Cette mesure, conjuguée à une hausse des dépenses publiques en santé qui améliore les rémunérations des facteurs (travail et capital) dans ce secteur, contribuent globalement à accroître le revenu des populations. Dans cette optique, les effets négatifs de la pandémie sur la demande globale devraient être atténués à travers notamment la consommation des ménages et l'investissement privé qui, relativement au premier scénario, afficheraient des baisses moins importantes, respectivement de l'ordre de 3,66% et 6,51%.

S'agissant de l'inflation, les mesures de riposte devraient également amoindrir l'impact de la crise sur les prix à la consommation qui connaîtraient une hausse moins prononcée de 2,28% relativement au scénario de référence. En effet, l'intervention de l'Etat dans l'économie, contribue à lever les contraintes sur l'offre, occasionnant un relâchement de l'inflation. Cet effet, atténuant sur les prix, serait davantage porté par la mesure consistant à offrir aux ménages une aide alimentaire : l'achat de vivres au bénéfice des populations concourt à accroître l'offre de certains biens de premières nécessités et, par ricochet, participe à atténuer la flambée des prix à la consommation.

Concernant les finances publiques, les résultats des simulations montrent que ces mesures de riposte, à elles seules, ne suffiraient pas à atténuer l'effet de la crise sanitaire sur les recettes de l'Etat. Ainsi, le revenu du Gouvernement connaîtrait une baisse, quelque peu prononcée, de l'ordre de 10,88% durant la période de crise. Celle-ci serait attribuée aux impôts et taxes directs sur le revenu des personnes (-4,56%), les bénéfices des sociétés (-48,17%) et sur la production (-23,3%) des entreprises qui connaîtraient, en moyenne, une diminution de 25,35% contre 16,16% pour le premier scénario. Ce repli du revenu de l'Etat est également consécutif au soutien du Gouvernement au secteur sanitaire où l'offre de services est largement subventionnée.

En revanche, les recettes tirées des autres taxes liées à l'activité interne, en particulier sur les biens et services (-5,95%) et sur les investissements privés (-5,67%), enregistreraient, en moyenne, une baisse de 5,84% contre 6,41% pour le scénario sans riposte.

Par ailleurs, les résultats négatifs sur la réalisation des ODD dus à la pandémie sont atténués par la mise en œuvre effective du programme de résilience économique et sociale chiffré à hauteur de 1 000 milliards. En effet, dans une telle situation, la performance globale des ODD devrait connaître une légère baisse de 2,5 points de pourcentage en 2020. Grâce aux mesures de soutien au secteur privé et aux ménages, ainsi que le renforcement du système de santé,

l'activité économique devrait se relancer. Ainsi, les résultats montrent une nette amélioration de la performance des ODD.

Les mesures de soutien aux ménages devraient accroître la résilience de ces derniers en limitant l'effet négatif des pertes de revenu et les inégalités. La progression initiale du taux de pauvreté dans le scénario choc est maintenant ralentie avec la riposte (2,86 points de pourcentage de hausse contre 4,81), entraînant alors une atténuation de presque 50% du choc Covid-19 sur la réalisation de l'ODD 1. En ce qui concerne l'ODD 10, les transferts ciblés de l'Etat (à destination des plus pauvres) feraient que le taux de croissance du revenu des 40% les plus pauvres ne baisserait, dès lors, que de 3,9 points de pourcentage en 2020, soit la moitié de ce qui était attendu dans une situation de choc.

Toutefois, en 2021 le ralentissement du rythme de progression du revenu des plus pauvres serait plus important dans le scénario riposte comparé à la situation de choc (-1,7 contre 1,4). Ce constat pourrait être expliqué par le fait que les mesures du gouvernement en faveur des ménages déjà pauvres se concentrent sur la seule année 2020 et prennent moins en charge les effets induits sur les autres ménages vulnérables et proches du seuil de pauvreté. Ainsi, la non continuité des actions dans le temps risque d'amplifier la baisse du rythme de progression du revenu des 40% les plus pauvres.

L'appui aux entreprises privées, notamment dans les secteurs les plus touchés par la pandémie, permettrait de maintenir quasi égaux les niveaux d'investissement privé et de garantir la poursuite de certaines activités de production. Ce qui limitera l'impact négatif sur la croissance économique ainsi que sur la mobilisation des recettes pour le financement du développement.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Cette crise sanitaire a complètement bouleversé les pays tant du point de vue sanitaire qu'économique. L'impact du choc sur les économies devrait induire une baisse de la croissance du PIB de 2,4% au niveau mondial et de 2,8 pour le Sénégal, selon les projections faites au début de la crise.

L'analyse de l'impact du choc sur l'économie sénégalaise se base sur deux (2) scénarios : un scénario choc « Covid-19 » et un second scénario « riposte » qui prend en compte les mesures décrites dans le PRES. Selon les hypothèses formulées, l'impact de la crise sanitaire occasionnerait une perte de 7,1 et 5,04 points de pourcentage de croissance du PIB respectivement pour les scénarii « choc covid-19 » et « riposte ».

Dans le scénario choc, les conséquences peuvent être importantes sur la consommation et l'investissement privé avec des baisses prévues de l'ordre 4,6% et 7,7%. Ces pertes engendreraient des effets néfastes sur les Objectifs de Développement durables (ODD) relatifs à la pauvreté, la faim, les inégalités, la croissance économique, etc. Cependant, la mise en œuvre du programme de résilience défini par les autorités contribuera à amortir ces chocs avec un gain de croissance 2,06 points de pourcentage par rapport au scénario sans riposte. La consommation connaîtrait une baisse atténuée de l'ordre de 3,7% et l'investissement privé (6,5%). La progression initiale du taux de pauvreté dans le scénario choc est maintenant ralentie avec la riposte (2,86 points de pourcentage de hausse contre 4,81), entraînant alors une atténuation de presque 50% du choc Covid-19 sur la réalisation de l'ODD 1. En ce qui concerne l'ODD 10, les transferts ciblés de l'Etat (à destination des plus pauvres) feraient que le taux de croissance du revenu des 40% les plus pauvres ne baisserait, dès lors, que de 3,9 points de pourcentage en 2020, soit la moitié de ce qui était attendu dans une situation de choc.

Toutefois, cette réponse du gouvernement, même si elle contribuera à faire baisser pour partie les effets du choc dû à la Covid-19, semble être quelque peu insuffisante dans la mesure où des écarts continuent de subsister entre les scénarios de riposte et la situation normale (scénario sans choc) ; d'où la pertinence de mettre en place des politiques de relance à **moyen terme** avec les orientations ci- dessous :

- ✓ renforcer les mesures de soutien aux ménages et aux entreprises, y compris les migrants et leurs familles qui ont de forts impacts sur la réalisation des objectifs de croissance économique, d'industrialisation, de réduction de la pauvreté et de réduction des inégalités de revenus (ODD **1, 8, 10**) ;
- ✓ mettre en place un plan de relance économique et sociale à moyen terme pour consolider les acquis du PRES en vue de renouer avec la trajectoire économique initiale du pays, plus précisément celle du Plan Sénégal émergent, unique cadre de référence ;
- ✓ renforcer les investissements dans le secteur de la santé pour relever le niveau de plateau technique, la qualité des ressources humaines afin de renforcer la résilience du pays face aux crises sanitaires récurrentes.

Tableau récapitulatif des deux (2) scénarios de choc sur l'année 2020

Indicateurs macroéconomiques	Scénario sans riposte	Scénario avec riposte	Ecart
Perte de croissance économique (en point de %)	-7,11	-5,04	+2,07
Consommation des ménages (en %)	-4,64	-3,66	+0,98
Investissement privé (en %)	-7,73	-6,51	+1,22
Inflation (en %)	3,51	2,28	-1,23
Recettes du Gouvernement (en %)	-9,09	-10,88	-1,79

Ecart par rapport à la référence						
	« Choc »			« Riposte »		
	2020	2021	2023	2020	2021	2023
ODD1	-3,5%	-3,7%	-3,6%	-2,0%	-3,2%	-1,9%
ODD2	-0,4%	-0,5%	-1,3%	-0,2%	-0,5%	-0,9%
ODD3	-0,1%	-2,1%	-4,6%	-0,1%	-1,4%	-2,9%
ODD4	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,1%
ODD5	0,0%	-0,2%	-0,8%	0,0%	0,0%	-0,5%
ODD6	-0,2%	-1,9%	-8,7%	-0,2%	-1,6%	-6,0%
ODD7	-4,9%	-5,4%	-8,5%	-3,5%	-4,4%	-5,8%
ODD8	-28,7%	-31,0%	-9,3%	-28,6%	-28,7%	-4,2%
ODD9	-8,5%	-6,4%	-7,5%	-6,0%	-5,3%	-4,2%
ODD10	-1,3%	-0,2%	-2,5%	-0,4%	-0,1%	-0,1%
ODD11	-0,9%	-1,0%	-1,8%	-0,6%	-0,8%	-1,3%
ODD12	-1,8%	-1,8%	-2,6%	-1,3%	-1,4%	-1,7%
ODD13	0,0%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	-0,1%
ODD14	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
ODD15	-0,8%	-1,0%	-1,4%	-0,6%	-0,9%	-0,5%
ODD16	0,0%	-0,5%	-1,5%	0,0%	-0,3%	-1,0%
ODD17	-2,5%	-2,7%	-0,3%	-0,5%	0,1%	0,2%

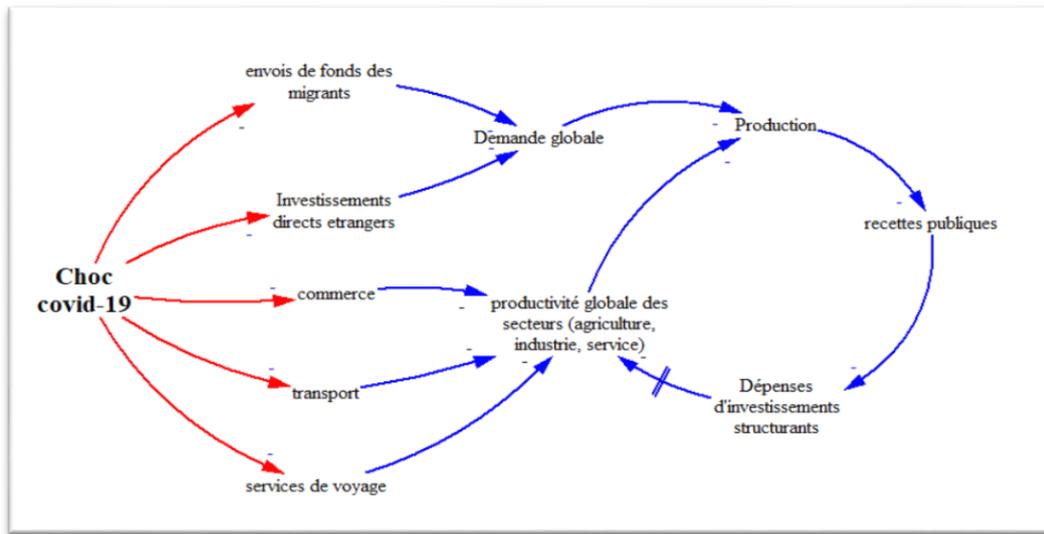
<u>Légende</u>	
	<i>Ecart inférieur strictement à -5%</i>
	<i>Ecart compris entre -1% et -5%</i>
	<i>Ecart supérieur strictement à -1%</i>

Ecart par rapport à la référence				
	Choc Covid-19		Riposte	
	2020	2021	2020	2021
Pas de Pauvreté (ODD1)				
Proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté national	4,81%	1,94%	2,86%	1,57%
Faim Zéro (ODD2)				
Prévalence de la malnutrition	0,04%	0,03%	0,02%	0,02%
Prévalence de la sous-alimentation	0,02%	0,03%	0,02%	0,02%
Bonne santé et bien-être (ODD3)				
Taux d'accès aux services de soins de base	-0,06%	-0,57%	-0,06%	-0,45%
Eau propre et Assainissement (ODD6)				
Taux d'accès à des infrastructures sanitaires adéquates	-0,14%	-1,15%	-0,14%	-0,98%
Taux d'accès à une source d'eau améliorée	-0,15%	-0,92%	-0,15%	-0,77%
Travail décent et croissance économique (ODD8)				
Taux de croissance du PIB par personnes actives	-5,87%	-1,94%	-4,20%	-1,87%
Taux de croissance du PIB réel par tête	-6,20%	-2,16%	-4,45%	-1,91%
Taux de chômage	0,27%	0,33%	0,20%	0,15%

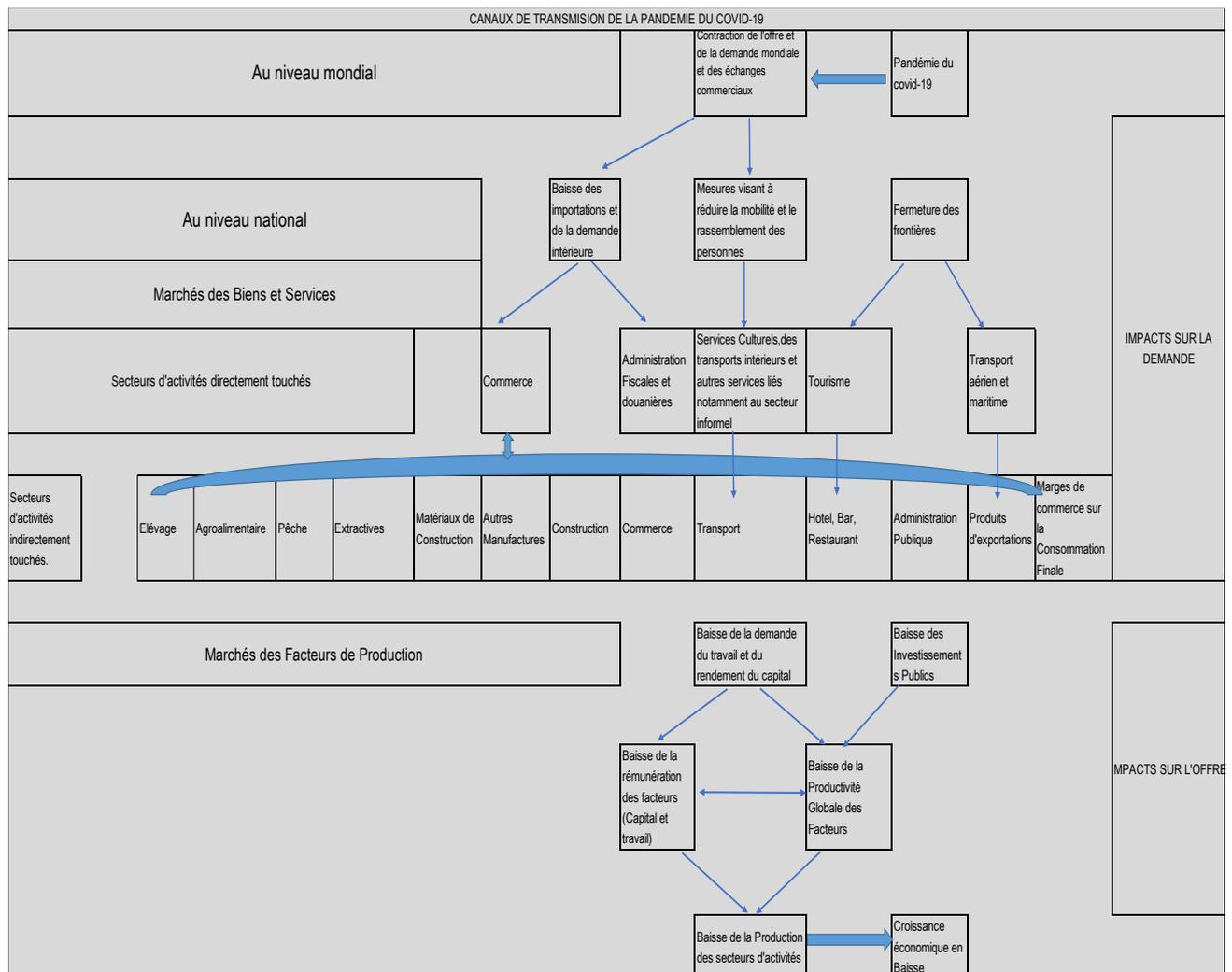
Ecart par rapport à la référence				
	Choc Covid-19		Riposte	
	2020	2021	2020	2021
Industrie, Innovation et infrastructure (ODD9)				
Part de l'emploi industriel sur l'emploi total	0,00%	-0,03%	0,005%	-0,01%
Production industrielle par tête	-7824,8	-8858,6	-5703,3	-7508,1
Inégalités réduites (ODD10)				
Revenu réel moyen des 40% les plus pauvres	-8,1%	-1,4%	-3,9%	-1,7%
Taux de croissance réel du revenu moyen	-8,0%	-0,9%	-6,30%	-1,42%
Proportion de la population en-dessous du revenu médian	0,00%	0,01%	-0,03%	0,00%
ODD17				
Recettes domestiques en % du PIB	-0,81%	-0,85%	-0,15%	0,04%
Taxes indirectes en % du PIB	-0,81%	-0,85%	-0,15%	0,04%
Pression fiscale	-0,46%	-0,48%	-0,08%	0,02%

Annexes

Canaux de diffusion du choc dans le modèle T21-iSDG-Sénégal



Canaux de diffusion du choc dans le modèle MEGC



Références bibliographiques

Baldwin, R (2020a), “It’s not exponential: An economist’s view of the epidemiological curve”, VoxEU.org, 12 March.

Baldwin, R (2020b), “Keeping the lights on: Economic medicine for a medical shock”, VoxEU.org, 13 March.

Bargava, A. and et al., 2001. Modeling the Effects of Health on Economic Growth. *Journal of Health Economics* 20(3), 423-40.

Bloom, D. E. and J. D. Sachs, 1998. Geography, Demography, and Economic Growth in Africa. *Brookings Papers on Economic Activity* 0(2), 207-73.

Cuddington, J. T. and J. D. Hancock, 1994. Assessing the Impact of AIDS on the Growth Path of the Malawian Economy. *Journal of Development Economics* 43(2), 363-68.

Cuddington, J. T., J. D. Hancock, et al., 1994. A Dynamic Aggregate Model of the AIDS Epidemic with Possible Policy Interventions. *Journal of Policy Modeling* 16(5), 473-96.

Estrada, R., 2020. The Evaluation of the Final Impact of Wuhan COVID-19 on Trade, Tourism, Transport, and Electricity Consumption of China. University of Malaya, 50603 Kuala Lumpur.

Furman, J. 2020. Protecting people now, helping the economy rebound later.

Haacker, M., Ed. 2004. *The Macroeconomics of HIV/AIDS*. IMF, Washington DC.

Organisation Internationale du Travail 2020. *COVID-19 and the world of work*. Second edition.

Pritchett, L. and L. H. Summers, 1996. Wealthier Is Healthier. *Journal of Human Resources* 31(4), 841-868.

Robalino, D. A., C. Jenkins, 2002a. The Risks and Macroeconomic Impact of HIV/AIDS in the Middle East and North Africa : Why Waiting to Intervene Can Be Costly. *Policy Research Working Paper Series: 2874*, 2002. The World Bank.

Robalino, D. A., A. Voetberg, et al., 2002b. The Macroeconomic Impacts of AIDS in Kenya Estimating Optimal Reduction Targets for the HIV/AIDS Incidence Rate. *Journal of Policy Modeling* 24(2), 195-218.

Surico et Galeotti (2020). The economics of a pandemic: the case of Covid-19, working paper.

United Nations Economic Commission for Africa, 2020. *Economic Effects of the COVID-19 on Africa*.